

**PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**SERVICE de la COORDINATION  
des POLITIQUES PUBLIQUES**

Bureau des procédures environnementales

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

**N° 2017/1888**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,  
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L 171-8, L 514-5,

Vu le Code de justice administrative, et notamment ses articles R421-1 et R421-5,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu l'arrêté préfectoral 2010/341 du 6 décembre 2010 modifié encadrant le fonctionnement de l'usine de fabrication de tuyaux et pièces de voiries en fonte exploitée par la société SAINT-GOBAIN PAM sur les territoires des communes de PONT-A-MOUSSON et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON,

Vu l'étude des dangers de l'usine susvisée remise par son exploitant à l'autorité administrative le 28 mars 2013,

Vu les constatations faites par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est lors de la visite de contrôle de l'usine susvisée effectuée le 15 juin 2017,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est PP/NA/LL/315-2017 du 7 juillet 2017, faisant suite à la visite de contrôle des installations susvisées du 15 juin 2017,

Vu le courrier du 28 août 2017 par lequel l'inspection des installations classées a notifié à la société SAINT-GOBAIN PAM le rapport référencé ci-dessus, par courrier recommandé avec accusé de réception conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

Considérant que la tuyauterie de gaz de haut fourneau présente dans l'usine exploitée par la société SAINT-GOBAIN PAM à PONT-A-MOUSSON et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON est soumise aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle 1, rue Préfet Claude Erignac – CS 60031 – 54038 NANCY CEDEX  
Téléphone : 03 83 34 26 26 Télécopie : 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte Catherine - 54000 NANCY

Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

Considérant que la mise en service d'au moins une partie de cette tuyauterie est antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2011,

Considérant que lors de la visite de contrôle de l'usine du 15 juin 2017 l'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection des installations classées l'état initial et le programme d'inspection requis par l'article 5 de l'arrêté ministériel susvisé pour cette tuyauterie,

Considérant que l'absence de présentation de ces documents sont contraires aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel susvisé, fixant respectivement au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013 l'échéance de leur établissement par l'exploitant,

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, l'autorité administrative met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine,

Considérant que les dispositions du présent arrêté visent à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

## **ARRÊTE**

### Article 1<sup>er</sup> - Champ et portée du présent arrêté

La société SAINT-GOBAIN PAM, dont le siège social est situé 21 avenue Camille Cavallier, BP 129, - 54705 PONT-A-MOUSSON, est mise en demeure de respecter, pour l'usine de fabrication de tuyaux et pièces de voiries en fonte qu'elle exploite sur les territoires des communes de PONT-A-MOUSSON et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, prescrivant l'établissement d'un état initial et d'un programme d'inspection pour les tuyauteries d'usine entrant dans son champ d'application.

### Article 2 - Justification du respect de la mise en demeure

Afin de justifier le respect de la présente injonction préfectorale, l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté transmettra au Préfet et à l'inspection des installations classées :

- l'état initial, tel que défini à l'article 5 de l'arrêté ministériel susvisé, relatif à la tuyauterie de gaz de haut fourneau, **dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;**

- le programme d'inspection, tel que défini à l'article 5 de l'arrêté ministériel susvisé, relatif à la tuyauterie de gaz de haut fourneau, **dans le délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

### Article 3 – Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer aux obligations rappelées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 173-1 de ce même code.

Article 4- Recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY (5, place de la Carrière, case officielle n° 20038, 54036 Nancy cedex). Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitant.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société Saint-Gobain PAM

Et dont copie sera adressée :

- aux maires de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson

Nancy, le 14 SEP. 2017

Le préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Jean-François RAFFY